

CONSULTATION PUBLIQUE CONCERNANT LA REALISATION DES RACCORDEMENTS FINALS FTTH SUR TOUT LE TERRITOIRE

La MEL dispose de l'essentiel de son territoire en zone conventionnée de type CPSD, à l'exception de 10 communes en zone RIP et 2 communes en ZTD.

Bien que pas directement concernée par l'économie du raccordement final que la présente consultation tend à circonscrire dans la perspective d'évolutions à venir, la MEL n'en demeure pas moins un témoin privilégié et initié du parcours client final puisque ses administrés l'interpellent en nombre sur leurs situations respectives, à défaut de réponse des OC.

Aussi, souhaite-t-elle porter à connaissance de l'ARCEP, en valeur de témoignages, les situations auxquelles ses administrés sont parfois confrontés dans la réalisation du raccordement final FTTH.

La MEL n'a choisi de n'apporter un éclairage que sur certaines des questions.

QUESTION 1. Sur la synthèse établie des travaux d'état des lieux du groupe de travail « exploitation » ?

La synthèse vient identifier et lister les difficultés dans l'exploitation des lignes par les OI et dans la commercialisation par les OC.

Cette approche pourrait être enrichie du caractère délibéré ou non, volontaire ou non des interventions conduisant à ces difficultés. Les dégradations des éléments de réseau en font partie mais pas seulement.

Ainsi, la divergence entre la route optique utilisée par l'OC et celle indiquée par l'OI semble bien souvent la conséquence d'une facilité recherchée dans le raccordement. Cela induit dès lors une malfaçon volontaire, provoquant des saturations de PBO, différant d'autant une mise en service commercial d'une adresse éligible qui en dépend, mais également des interruptions potentielles de service quand il faut rétablir les routes optiques de chacun ou opérer une mutation des routes.

En ce sens, la formation des techniciens intervenants est essentielle et le contrôle du respect des spécifications techniques doit être renforcé.

Nous observons à cet égard que certains OC disposent d'équipes de technicités différentes. Ainsi, un échec de raccordement en première intention peut être levé par une équipe plus aguerrie.

QUESTION 2. L'envoi par les OC des comptes rendus d'interventions (CRI) et des CRSTOC

Bien que la MEL ne soit pas destinataire des CRI ou des CRSTOC, la recherche d'explications sur la situation d'un administré la conduit à recueillir des informations tant auprès de l'OI que de l'OC.

Alors même que tout un chacun s'accorde sur le caractère central des CRI et CRSTOC puisqu'ils permettent de caractériser des défauts ou anomalies, nous observons que leur envoi par l'OC à l'OI n'est pas systématique, ni contrôlé.

Nombreux administrés nous font état de leur échec de raccordement pour des raisons diverses, sans même que l'OI en ait eu information.

Tout au plus, l'OI trace une commande et une résiliation, sans motif. Parfois l'OI trace plusieurs commandes et résiliations sur une même adresse sans que cela l'interroge sur les raisons qui ont conduit à cette multitude.

De son côté, il arrive que l'OC résilie des abonnements, sans même en alerter les clients concernés, puisque c'est ainsi prévu dans leurs conditions générales de vente.

Et en la matière, la gestion par les OC mais également par l'OI des échecs de raccordement est perfectible Puisque l'adresse en échec de raccordement pour des raisons techniques avérées va se perpétuer quel que soit l'OC.

Aussi, il est surprenant dans ce contexte qu'il n'existe pas de mécanisme renforcé de qualification de ces adresses en échec de raccordement, appuyé sur l'envoi systématique des comptes rendus, avec mise à jour des IPE en conséquence.

QUESTION 8. Sur les caractéristiques des raccordements à réaliser

Nous observons une insuffisance de la caractérisation du parcours en amont de l'intervention, et cela est d'autant plus fort lorsque le tracé du parcours technique du raccordement emprunte des tronçons aux modes de pose multiples.

Cette absence de visibilité accrue sur les modalités de raccordements à réaliser par l'OC semble conduire à des échecs de raccordement ou de production répétés qui laissent souvent les clients dans l'incompréhension, puisqu'aucune perspective de résolution ne lui est donnée.

A titre d'illustrations :

- L'absence de vérification de l'infrastructure disponible :

Rue du Bas Pommereau à AUBERS (59)-Absence de génie civil d'adduction

Il est anormal qu'un OC puisse découvrir lors de son intervention l'absence d'adduction propre, via fourreau, d'immeubles de construction récente (2009). Tout comme il paraît d'ailleurs curieux que l'opérateur titulaire du SU, à cette même date, eût encore procédé à des raccordements cuivre en pleine terre depuis l'espace public. Ce qui ne répond pas au standard d'adduction défini avec une infrastructure d'accueil support à l'aune du démarrage de ce grand chantier national.

L'échec de production ne pouvait dès lors qu'être garanti. Et le sera pour les nombreuses adresses de cette rue dont l'ensemble est pourtant donné éligible par l'OI. La création d'une infrastructure d'accueil visant à rendre possible les raccordements à venir de nombreuses adresses concernées n'a pas encore trouvé son maître d'ouvrage.

Sentier Delbart à Wattrelos (59)

Ou encore cet OC qui découvre que les conditions de desserte d'une adresse nécessitent l'utilisation d'un poteau implanté en partie privative, qui ne répond pas au standard « télécom ». Il s'agirait d'un poteau installé à la demande de Numéricable pour procéder au raccordement « câble » de cette adresse.



➤ Allée de la cueillette à Villeneuve d'Ascq

Dans le cadre d'une opération de voirie, le gestionnaire de domaine public entamant des travaux lourds de réfection de la voie propose à l'opérateur historique titulaire du SU ainsi qu'à l'OI une remise à niveau des infrastructures d'adduction individuelle des logements eu égard aux multiples échecs de raccordement FTTH rencontrés dans cette zone. En effet, il apparaît que le génie civil porteur du SU ne permettait pas un raccordement FTTH (fourreaux trop petits et inadaptés à la fibre). Aucun des deux opérateurs n'a donné suite :

- L'opérateur titulaire du SU et propriétaire de l'infrastructure considérant que le service était rendu ;
- L'OI considérant que le raccordement n'était pas de sa responsabilité, ces infrastructures se situant en aval du PBO.

La conséquence de ces refus de mettre à niveau l'infrastructure a été de faire perdurer les échecs de raccordement, et ce d'autant plus que la réfection récente de la voie ne permet plus d'y intervenir pendant 5 ans, conformément au règlement de voirie en vigueur sur cette zone.

➤ l'absence de définition du matériel nécessaire à l'intervention liée au mode de pose : Il est anormal qu'un OC puisse multiplier les interventions chez un client sans le matériel adéquat (ici une nacelle alors que le parcours du raccordement est en partie aérien sur poteaux FT)

FICHE D'INTERVENTION Raccordement FTTH	
Client : CHIFFRE 1000 R. PACH Référence : 00576913 Adresse : 363 allée de la cueillette, 59136 Villeneuve Téléphone / Mobile :	
ACCEPTATION DE LA PRESTATION ET VALIDATION DU PASSAGE DE CÂBLE AVANT TRAVAUX	
Typologie du raccordement : <input type="checkbox"/> Immédiate <input checked="" type="checkbox"/> Subordonnée <input type="checkbox"/> Fugitive <input type="checkbox"/> Adresse ou Adresse non existante	Si passage du câble en « apparent » ou « autre » chez le client, description succincte des travaux : Demande de nacelle et pose de fibre
Filage supplémentaire : oui Longueur des câbles : à la fibre Type de câble : à la fibre Nature du câble : à la fibre Longueur de la prise optique : à la fibre Type de prise : à la fibre Type de passage de câble dans les parties communes : à la fibre Equipements clients : à la fibre Equipements : à la fibre	*Le filage supplémentaire (au-delà des 100m inclus) entraîne l'ajout de 20€ (de 0 à 500m en plus) ou de 75€ (au-delà des 500m en plus) sur votre prochain facture Bouygues Telecom. ** Vous n'avez pas récupéré vos équipements. Par votre signature, vous reconnaissez accepter une installation sans mise en service. Les branchements des équipements seront de votre responsabilité. Par la mention manuscrite ci-dessous, ainsi que par votre signature et la date apposée, vous reconnaissez accepter la prestation et vous validez avec le technicien l'installation de la prise optique et le passage de câble. Signature : CHIFFRE 1000 R. PACH , mention « non pour signature » à compléter ci-dessous
DEROULEMENT DE L'INTERVENTION	
Raccordement de la fibre optique : Respect de l'emplacement de la prise optique : OUI / NON Respect de la typologie du passage de câble dans les parties communes : OUI / NON Type de câble : OUI / NON Type de prise : OUI / NON Type de passage de câble : OUI / NON Type de matériel : OUI / NON Type de matériel : OUI / NON	Mise en service des équipements : Internet : OUI / NON Téléphone : OUI / NON TV : OUI / NON Sans service pour lequel : Type de matériel : OUI / NON Type de matériel : OUI / NON
Lors de l'installation du décodeur TV, vous déclarez accepter les conditions générales, et vous définissez vos préférences sur la collecte des données personnelles, ainsi que vos valeurs personnelles (charte) :	
Observations de l'intervenant :	Commentaires du client :
L'intervenant Solutions BT Nom : CHIFFRE 1000 R. PACH Date : 08.09.19 Signature :	Le Client Nom : CHIFFRE 1000 R. PACH Date : 08.09.19 Signature :

L'ARCEP voudra bien noter que cet OC fait ici établir cependant une fiche, voire des fiches d'intervention contresignée du client. Cette pratique donne un minimum de visibilité au client final sur les raisons ayant conduit à son échec de production.

Si ce n'est pas le cas, il serait intéressant que ce type de fiche d'intervention à destination du client final puisse se généraliser.

- L'incertitude quant à la détermination de la propriété des infrastructures et les contraintes associées : Il est anormal qu'un OC puisse être confronté à l'incertitude sur la propriété de l'infrastructure et sa localisation dans l'espace (domaine public ou privé ?), venant contraindre ses capacités d'intervention.

Chemin d'Armentières à Frelinghien (59)

Le fourreau endommagé entre 2 poteaux FT se situe-t-il dans l'emprise privative du champ ou sur les espaces verts d'accompagnement de la voirie ? S'agit-il d'un équipement propre au sens du code de la construction, à savoir une infrastructure de nature à ne desservir qu'un immeuble ou s'agit-il d'un équipement public ? Cette information étant de nature à modifier la prise en charge financière de la réparation. (voir infra – question 30)



- L'incapacité d'accueil des infrastructures (calcul de charges)
La MEL a observé quelques cas d'échecs de production, consécutivement à l'omission du calcul de charges, notamment sur poteaux ENEDIS (absence de bandeau vert). Ce type de situation trouve cependant facilement sa solution, tant qu'il n'y a pas nécessité de changer le support.

➤ les autorisations de façades ou de surplombs en domaine privé

La MEL observe notamment des échecs de production, consécutivement à l'intervention d'un tiers voisin qui refuse le passage du câble sur sa façade.

Consignes seraient alors données par l'OC aux intervenants d'interrompre le raccordement, de peur que le câble ne soit sectionné.

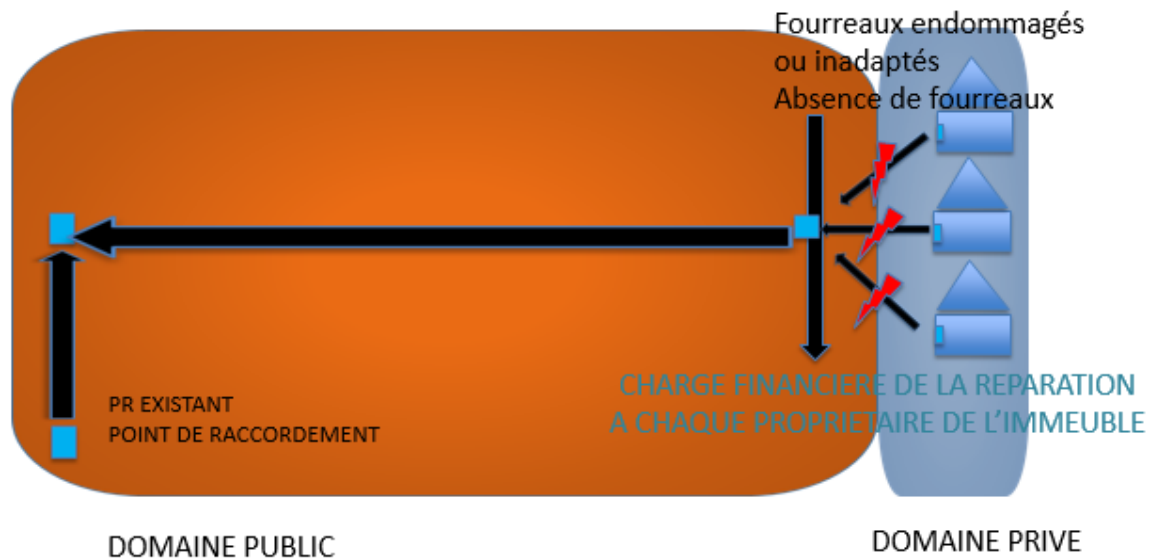
Les équipes sur le terrain ne disposent pas des éléments de langage et de droit permettant de faire valoir une servitude qui, de toute façon, pourrait s'imposer par application de l'art 48 du CPCE, ni de faire valoir les conséquences d'un acte de vandalisme sur le câble ainsi posé.

Chemin de halage à Bauvin (59)- Tracé aérien en surplomb sur partie privative



- L'échec de raccordement n'a pas seulement des raisons financières. Cas à Villeneuve d'Ascq où l'adduction d'un logement individuel passe sous le domaine privé d'un voisin (adductions en Y). L'adduction endommagée nécessitait une intervention chez le voisin qui s'y refusait. Aucune proposition de création de nouvelle adduction via le domaine public n'a été envisagée par l'OC en charge du raccordement.

MAINTENANCE CURATIVE SUR CONSTRUCTIONS ANCIENNES



La MEL ne peut que confirmer que l'insuffisance de qualification du tracé des infrastructures contribue en partie à des échecs de production. En tout état de cause, c'est à cette conclusion qu'elle parvient lorsqu'elle est amenée à qualifier la situation numérique d'une adresse laissée sans solution.

QUESTION 10. Sur la généralisation des calculs de charges par les OI sur les supports exploités par ENEDIS.

La MEL, compétente en matière de distribution d'énergie, est signataire de conventions tripartites avec ENEDIS et les OI, conventions qui définissent les modes de faire en pareil cas (Convention modèle FNCCR avec conditions techniques, délais précisés ...)

Tous les OC ne sont en revanche pas signataires de ces conventions.

Sauf à ce que cette partie d'ingénierie fasse partie intégrante du mode STOC, avec un contrôle fort de l'OI, la MEL émet une préférence à la généralisation des calculs de charges par les OI, signataires des conventions, et redevables à ce titre des redevances d'occupation de son patrimoine, exploité par ENEDIS. Les calculs de charges et la pose des bandeaux verts feraient donc partie intégrante de l'obligation faite à l'OI de s'assurer de l'existence d'un chemin technique exploitable pour le raccordement.

La question qui reste en suspens concerne la part du chemin technique qui se situerait en domaine privé, inaccessible à l'OI.

QUESTION 12. Sur les informations produites par les OC en cas d'échec de raccordement liés aux infrastructures de génie civil.

L'absence de génie civil d'adduction ou l'indisponibilité du génie civil sont effectivement les causes d'échecs fréquentes de raccordement.

Il est important de noter que les intervenants techniques qui diagnostiquent l'indisponibilité du génie civil (casse de génie civil, fourreau bouché) ne sont pas responsabilisés dans la qualité du diagnostic de l'anomalie relevée. Il n'y a notamment pas d'écrit, d'où l'intérêt des fiches d'intervention de certains OC (cf supra).

Il est fréquemment observé à la MEL qu'un échec de raccordement constaté par un OC pour un motif de cette nature peut être surmonté par un autre OC. Ce qui pose la question des efforts conduits par l'intervenant, et/ou de la formation.

Le flux d'information constitué par le CRI et le CRSTOC n'est pas systématique, ou incomplet.

Le niveau d'exigence semble donc devoir être élevé quant à la promptitude et à la qualité de ceux-ci.

Les OI que la MEL est amenée à interroger ne disposent pas toujours du motif de l'abandon de la commande, souvent issu d'un échec de production non qualifié.

QUESTION 13. Sur la qualité des raccordements et les voies de recours des abonnés en cas de dégradations

Nous observons peu de remontées de cette nature.

En revanche, un raccordement peut nécessiter une intervention sur le patrimoine d'un tiers, notamment pour des déploiements en façades ou dans les immeubles collectifs.

Lorsqu'il y a dégradations sur immeuble privé ou partie privative d'immeuble, voire sur des véhicules en stationnement, la difficulté est d'abord l'identification de l'intervenant, la date de découverte de la dégradation n'étant pas celle de l'intervention.

Concernant l'identification des intervenants, l'absence parfois de signe distinctif des intervenants, les camionnettes sans identification de l'entreprise, ne concourent pas toujours à faciliter les démarches et voies de recours.

Les administrés n'ont souvent d'autre choix que de contacter leur maire ou EPCI, bien qu'il existe des sites dédiés aux déclarations d'incidents réseaux, qui ne sont cependant pas adaptés à la déclaration de sinistres de cette nature.

La MEL procède souvent à de l'intermédiation avec les directions régionales des OC concernées, mais ce processus mobilisant la collectivité est anormal, d'autant qu'elle n'a que rarement un retour sur les conditions de traitement de ces sinistres.

QUESTION 18. Sur la typologie des raccordements

Le découpage des différents cas « standards » en termes de coûts selon le mode d'adduction paraît pertinent. Cependant, le découpage entre raccordements standards et raccordements complexes paraît plus tendancieux. En effet, le découpage proposé par l'Autorité sous-entend qu'il existe a priori des raccordements standards et complexes, ce qui ne reflète pas la réalité : chaque raccordement est a priori standard, jusqu'à ce qu'il devienne complexe une fois une difficulté rencontrée.

Une classification a priori des raccordements supposerait que l'OI ait investigué et qualifié chaque futur raccordement, ce qui dépasse son champ d'intervention dans la mesure où la complexité peut se trouver en domaine privé.

Par ailleurs, la complexité d'un raccordement n'est pas nécessairement liée uniquement à son coût, mais parfois simplement à l'effort à produire pour la qualifier (cf les différents cas remontés à la question 8).

A ce propos, les constatations de terrain indiquent que tous les moyens ne sont pas mis en œuvre par les OC pour la qualification des difficultés de raccordement, et ce d'autant que les équipes intervenantes ne disposent ni du temps, ni des compétences techniques, ni du matériel permettant cette qualification. Les OC préfèrent ainsi résilier le contrat du client final plutôt d'engager des études complémentaires, voire de remonter à l'OI la difficulté rencontrée.

QUESTION 24. Sur les raccordements « longs »

Nous observons dans les échanges avec l'OI pour expliquer la situation d'un administré dont l'OC a délaissé la réalisation d'un raccordement que la notion de longueur des raccordements finals peut être rédhibitoire.

Les références d'appréciation des longueurs nécessaires ne sont pas les mêmes chez l'OI, qui retient la notion de vol d'oiseau (site isolé à plus de 100 m de son voisin mais un PBO à moins de 100 m à vol d'oiseau de la limite parcellaire) que chez l'OC qui retient le linéaire effectif du parcours technique entre le PBO et l'immeuble, empruntant souvent les voies de circulation, avec des linéaires bien supérieurs.

- *Illustration à Comines (59) de la notion de vol d'oiseau*



- *Situation de raccordement du chemin de la Grange à Linselles, nécessitant selon l'OI plus d'1km de réseau à déployer, qui plus est sur un parcours technique atypique sur poteaux ENEDIS empruntant un chemin agricole pour partie non carrossable.*



L'OI laisse donc à l'OC l'acceptation (ou non) de procéder au raccordement et la fixation (ou non) de conditions financières au client final.

QUESTION 25. Pour une harmonisation des pratiques des OI sur la caractérisation des raccordements « longs »

La MEL est favorable à une caractérisation des raccordements longs, voire à la définition d'un seuil et à son identification dans l'IPE.

Un raccordement final qui ne serait pas réalisable par un OC au motif de sa longueur que ce soit à cause de la longueur de câble ou du nombre de supports à solliciter pour sa réalisation pourrait effectivement amener à s'interroger sur la qualification de « raccordable » du local concerné et sur la localisation judicieuse du PBO.

L'obligation de complétude devra alors être appréciée à l'aune du pourcentage de raccordements définis comme longs situés au sein de la zone arrière d'un PMZ.

Se pose également la question pour ces cas de l'utilisation ou non du mécanisme de « raccordable à la demande » par l'OI. En effet, du point de vue de l'OI, même si nous sommes dans l'esprit du raccordable à la demande pour un raccordement long, il est économiquement plus avantageux pour l'OI de déclarer la prise comme raccordable et de faire porter les coûts des dernières centaines de mètres à l'OC, ou en l'occurrence au client final, que de déclarer la prise comme raccordable à la demande et d'avoir à assumer ultérieurement ces coûts.

Il apparaît dès lors souhaitable de qualifier plus précisément comme le suggère l'Autorité dans la réglementation des raccordements longs, en remplaçant la notion de vol d'oiseau par le linéaire réel à déployer du PBO jusqu'en limite du domaine privé, et de déterminer le seuil économiquement acceptable pour les OC, par exemple en s'appuyant sur les linéaires issus de l'étude menée par l'Autorité au 3.1 de la consultation. L'autre paramètre à prendre en compte dans la détermination du raccordement long par l'OI sera bien entendu le mode de pose (aérien, façade ou souterrain) ; même si l'expérience montre a priori que les raccordements longs sont presque exclusivement des raccordements aériens.

QUESTION 30 à 33. Sur la responsabilité de la disponibilité des infrastructures d'accueil

A la lecture de la consultation, la MEL comprend que l'Autorité considère que l'OI est responsable du chemin technique jusqu'au PBO, ainsi que de manière théorique sur le segment terminal, jusqu'en limite de domaine privé.

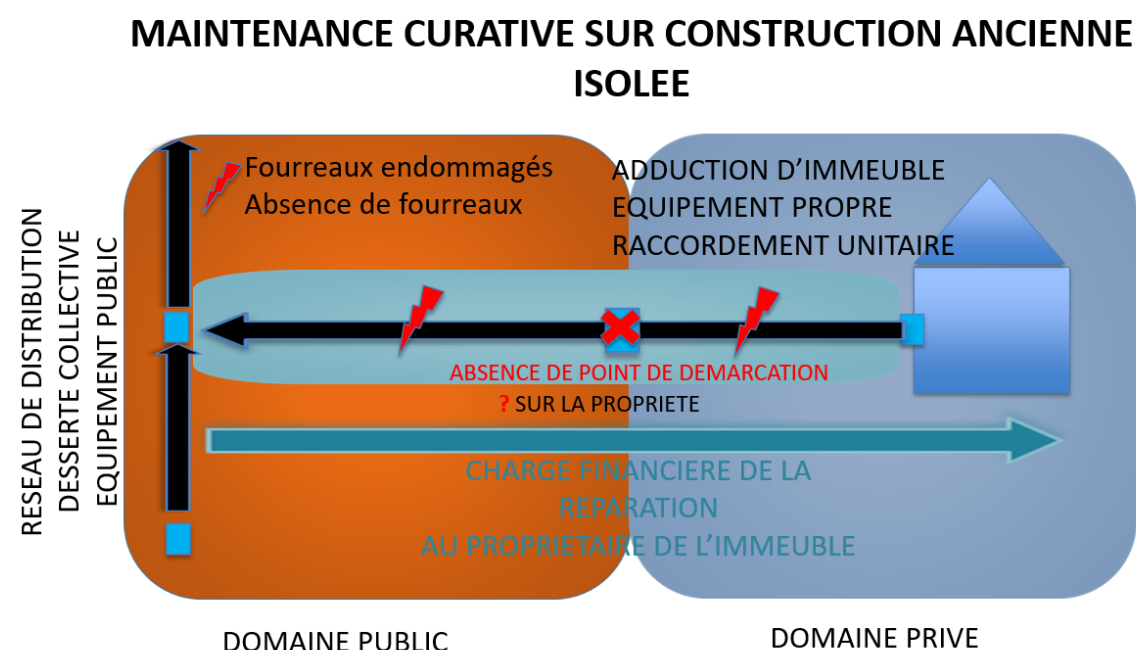
La MEL souhaite attirer l'attention de l'ARCEP sur la responsabilité de la disponibilité des infrastructures d'accueil entrant dans la réalisation du raccordement final, y compris en domaine public.

En effet, le code de l'Urbanisme introduit dans son art L332-15 une distinction entre :

- Un équipement « public » qui sera qualifié comme tel, dès lors qu'il a vocation à être utile et à raccorder plusieurs immeubles. Il doit donc desservir des constructions existantes ou futures.
- Un équipement « propre » (« privé ») qui est un équipement qui n'a vocation à être utile qu'à un immeuble déterminé, ou à un ensemble d'immeubles du moment où l'équipement ne dépasse pas les seuls besoins du lotissement.

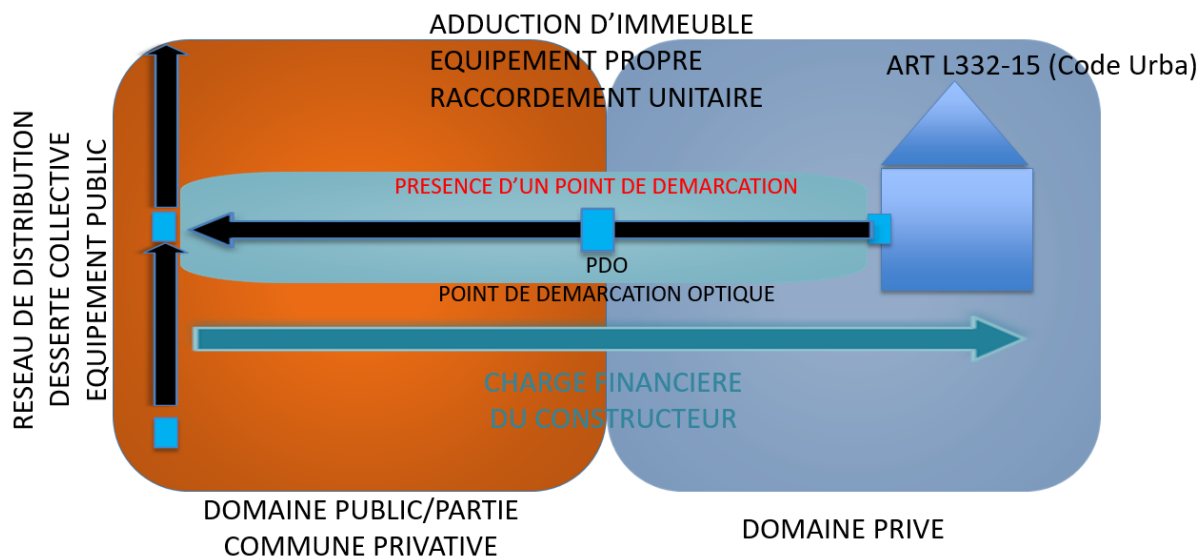
L'infrastructure d'accueil entrant dans la réalisation du raccordement final est un équipement propre, quand bien même une partie se trouverait sous l'emprise du domaine public. Et la charge financière de sa création incombe au propriétaire d'immeuble, conformément au code de l'Urbanisme (Loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement).

Par extension, les OC, sous l'impulsion des positions de l'opérateur historique, semblent considérer que toute intervention curative sur ce segment de l'infrastructure d'accueil existant incombe également au propriétaire d'immeuble.



La détermination même de la propriété de ce segment de l'infrastructure d'accueil pose d'ailleurs toujours question. Et l'émergence récente d'un point de démarcation optique dans les ingénieries de réseau ne semble pas modifier les champs de responsabilité à terme.

MAINTENANCE CURATIVE SUR CONSTRUCTION NEUVE ISOLEE



Cette responsabilité semble même être inscrite dans les conditions générales de vente des OC, et d'ailleurs donne souvent lieu à une résiliation de l'abonnement à l'initiative de l'OC

Exemple :

Conditions préalables à la fourniture du Service utilisant la technologie de la Fibre

Étant donné le caractère théorique de l'étude de faisabilité réalisée, il se peut, dans certains cas, que, lors du raccordement, des impossibilités notamment techniques empêchent l'adduction effective de l'habitation du Client. Si au moment de l'installation, il apparaît que le raccordement à la Fibre n'est pas possible dans le domicile du Client, il pourra soit mettre fin au présent Contrat et demander la résiliation de ce dernier sans autre formalité

Cas de raccordement souterrain en domaine privé

*Dans certains cas, afin de pouvoir raccorder le domicile du Client au réseau, une adduction souterraine en domaine privé peut être nécessaire. Dans cette hypothèse, **il appartient au Client de mettre à disposition d'Orange cette adduction afin que celle-ci soit exploitable.***

L'absence de point de démarcation rend difficile la localisation de ce qui rend l'adduction inexploitable (ainsi que la domanialité dans laquelle se trouve l'obstacle).

Il est par ailleurs à noter que les diagnostics visant à établir un point de blocage ne sont pas certifiés, parfois erronés pouvant parfois entraîner des travaux inutiles.

A notre connaissance, aucun OC ne communique de cahier des charges techniques pour une intervention curative visant la remise à niveau des infrastructures, pas plus qu'il ne remette de devis pour une prise en charge par le client final.

Rares sont les OC à proposer une solution tarifée au client final pour la réparation ou le débouchage de son infrastructure d'accueil, alors qu'un OC dispose des prérequis juridique et technique pour ce faire : pour à la fois intervenir sur le domaine public, puisque les OCEN sont souvent signataires des

accords-cadres d'utilisation du domaine public routier et non routier d'une collectivité, mais également pour intervenir sur une infrastructure de télécommunication occupée.

Le client final ne dispose pas seul de ces prérequis.

Forcément, l'idée d'un mécanisme de péréquation des coûts sur l'ensemble des raccordements finals supportés par les acteurs est à poursuivre. On pourrait d'ailleurs appeler cela le service universel du raccordement.

Conclusion, de la notion d'obligation de résultat versus coût du raccordement final

Si la MEL salue le travail de l'Autorité sur la classification des raccordements et la volonté de s'assurer du bon financement de chaque cas. La MEL ne peut que se réjouir également d'une responsabilisation accrue des OI sur l'exploitabilité des parties terminales du réseau, assorties des outils permettant un meilleur contrôle de la sous-traitance.

Cependant, l'expérience de terrain tend à montrer au vu de la diversité des cas et des difficultés rencontrées, pas toujours d'ordre uniquement financier, que certains raccordements resteront trop complexes pour emporter le consentement à faire de la part des OC. Cet état de fait est encore aggravé par la période de saturation de l'outil de production et d'explosion de la demande en raccordements FTTH.

Ainsi, il semble pertinent de poser le principe qui n'est pas acquis par la seule rationalité économique d'une obligation de résultat dans le raccordement final. Cette obligation de résultat, expérimentée via le service universel est d'ailleurs ce qui a amené la création de diverses servitudes dans le CPCE. Si ces facilités ont été étendues dans la réglementation à l'installation des réseaux en fibre optique (exemple de l'article 48 du CPCE amélioré par la loi ELAN), elles ne suffisent pas réciproquement à garantir la réussite de chaque raccordement.

Une telle obligation de résultat doit nécessairement être accompagnée d'une péréquation des coûts de raccordement, autant standards que complexes. Cette péréquation est d'ailleurs mise en place dans les RIP le plus souvent avec une subvention publique, elle n'existe évidemment pas de la même façon en zone d'initiative privée.

Cette péréquation semble par ailleurs d'autant plus nécessaire que la situation actuelle amène une véritable rupture d'égalité entre les clients finals :

- Clients finals en raccordement « standard » avec des frais de raccordements qui leur sont appliqués faibles voire nuls ;
- Clients finals en raccordement « complexe » avec d'important frais à prendre en charge (répercutés par l'OC) ;
- Clients finals en raccordement « complexe », pour qui aucune solution économique n'est proposée, qui sont donc raccordables mais dans les faits pas éligibles.

La présente consultation, dans la décomposition des coûts de raccordement, n'évoque par ailleurs pas la partie éventuellement prise en charge (répercutée par l'OC ou directement prise en charge) par le client final. En effet, sur le territoire de la MEL, de nombreux cas remontent où il est proposé au client final comme condition à son raccordement la prise en charge financière de la résolution de points de blocage, entraînant le cas échéant des travaux en domaine public.